



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sommet mondial des océans à Brest : une nouvelle provocation à l'égard des travailleurs, un nouveau pied de nez à l'urgence sociale et environnementale !

Le 9 février, 500 personnalités et une vingtaine de chefs d'État se réuniront, à Brest, pour un « grand débat international sur l'Océan ».

Surpêche, pollution, déclin de la biodiversité, appauvrissement des nappes phréatiques sont autant de phénomènes incontestables qui exigent urgemment des décisions politiques pour changer radicalement de modèle d'exploitation des ressources naturelles, tout en préservant et en développant les emplois. Mais, on peut légitimement craindre qu'un tel sommet de décideurs duquel ont été exclues les organisations syndicales et militantes soit le lieu de ces décisions. Pour la CGT, la réponse à l'urgence environnementale doit nécessairement être associée à une réponse à l'urgence sociale. Alors que la mer est un atout à préserver pour les générations futures, comme ressource inestimable pour les territoires, ce qui doit être remis en cause rapidement ce sont nos modes de production et, à ce titre, les questions qui devraient être débattues sérieusement au Sommet mondial des océans sont notamment : comment transformer nos outils de production et relocaliser l'industrie, par le maintien et le développement de la construction et la réparation navale, la préservation des filières qui en dépendent et, qui plus est, mettre fin au dumping social. Comment redonner du sens aux missions de services publics et particulièrement en développant de nouveaux modes de transport maritime « dé-carbonés », le fret ferroviaire, la multi-modalité et la complémentarité des modes de transport ?

Comment assurer et surtout anticiper la transition écologique et énergétique des ports au-delà de belles intentions sur le papier ?

Parallèlement au Sommet mondial des océans, un Sommet ministériel européen de la mer est organisé à la Rochelle, sous le patronage d'Annick Girardin, ministre de la mer, les 9 et 10 février. Les métiers de la mer et le transport maritime doivent être le cœur des débats. Mais, là encore, avec quelle implication et écoute des salarié.e.s et de leurs représentants ? Comment entamer une véritable transition sociale et environnementale sans jamais prendre en considération l'expertise des travailleuses et travailleurs ? D'autant que, sur le territoire national, de nombreux emplois sont liés à la mer, à l'image du Finistère – on dénombre 42 600 emplois liés à l'activité maritime, soit 20% des emplois maritimes que compte la France – et qu'à Brest se joue notamment l'avenir de 205 salariés de Navtis (sous-traitant de la réparation navale).

Ainsi, pour la CGT, ces sommets incarnent le mépris des gouvernements à l'égard des travailleurs et de l'urgence sociale et environnementale. A contrario, les organisations CGT de Bretagne ont édité une plateforme revendicative, qu'elles ont rendue publique, sur la dimension sociale, économique et territoriale des enjeux maritimes (<https://cgt-bretagne.fr/>).

Dès 2018, la CGT avait organisé les « Assises sociales et environnementales pour la mer et le littoral » à Brest et travaillé aux conditions de réussite d'une transition soutenable, mettant en avant les besoins en recherche/innovation de haut niveau, en formation professionnelle et maritime, en matière de santé au travail mais aussi la nécessité de réduire le temps de travail et d'augmenter les salaires. Ces propositions sont toujours d'actualité et la CGT continuera de faire entendre la voix de l'ensemble des travailleuses et travailleurs et aidera à poursuivre la mobilisation pour un véritable développement humain durable, aux antipodes des grands sommets de décideurs.

Montreuil, le 8 février 2022